

"La Suisse à l'horizon 1991: 7 siècles de Confédération - Une chance et un défi"

\* \* \*

Exposé de Mr. Remigio Ratti, PD;Dr.rer.pol., Sementina (TI).

1. Les clichés: la Suisse, mythe ou symbole ?

Dans un monde de plus en plus dominé par l'incertitude, où les valeurs de démocratie, de liberté personnelle et de non-dépendance politique ont de la peine à progresser, la Suisse n'échappe pas, elle aussi, à un processus qui caractérise notre temps: le retour au mythe après une longue période de croyance dans une destinée historique marquée par la raison et ses potentialités.

A l'intérieur de notre Pays, mais surtout à l'extérieur, des signes laissent voir que la Suisse redevient un mythe politique, par les acquis de son système institutionnel et d'une vie sociale particulièrement marquée par l'ordre, le travail, le consensus; une sorte donc de "sanctuaire économique" (Kissinger), un exemple de réussite grâce à la libre concurrence, au libre-échange et à la libre circulation des capitaux.

Il se peut que cette constatation puisse apparemment faciliter notre existence future et nous donner un supplément d'optimisme, privilège rare à l'heure actuelle.

Mais quel est le risque d'une telle "mythisation" ?

Encouragée par un monde à la recherche de "credos" nouveaux autant qu'illusoire cette "mythisation" ne constituerait-elle pas le plus grand danger pour cette Suisse à la veille de son 8ème siècle de vie ?

Cela ne peut que limiter et troubler notre capacité de discernement, d'appréciation et de créativité politique. L'impossibilité de juger des situations réellement et historiquement nouvelles dans le comportement de notre jeunesse, le clivage croissant entre l'opinion publique, d'une part, et les décideurs, d'autre part, sont à notre avis des indicateurs importants.

D'ailleurs des dangers subsisteraient même en remplaçant la notion de mythe par celle, beaucoup plus acceptable, de "symbole", où la Suisse et certains aspects de sa vie politique et sociale assumeraient une valeur d'exemple. D'une part, on retrouve tous les symboles rattachés à l'histoire vertueuse de la réussite d'un petit pays à économie de marché, d'autre part on oppose des évaluations autant symboliques à propos des "gnomes de Zürich" et du rôle d'"impérialisme secondaire" joué par la Suisse (Ziegler).

Le fait de partager pour ou contre l'un de ces types de symboles continue à être un jeu très pratiqué à l'heure actuelle;

il a toutefois l'effet néfaste d'enrichir des troupes de gens aveuglés et partisans, parce que se croyant dépositaires d'une vérité donnée.

## 2. Les faits: la Suisse, démocratie formelle ou substantielle ?

Si nous voulons penser à une "identité suisse" nous devons bien admettre qu'il s'agit de quelque chose de dynamique, qui se modifie dans le temps. Les valeurs de notre démocratie, l'élément le plus symbolique de cette identité, ne sont-elles pas, elles aussi, susceptibles de changement ?

D'après le philosophe italien Norberto Bobbio le terme démocratie est insidieux parce qu'il est composé de deux éléments indépendants l'un de l'autre que chacun de nous interprète et combine à sa façon. Ces deux éléments sont d'abord le principe d'égalité, selon lequel est démocratique le régime qui tend à éliminer le plus grand nombre de disparités ou à égaliser les chances des individus ou de groupes qui restent différents et, deuxièmement, une procédure, ou un ensemble de procédures de participation des citoyens au pouvoir, c'est-à-dire aux décisions d'intérêt public.

La Suisse est certainement une démocratie formelle qui dispose d'un ample et consolidé mécanisme de règles du jeu qui, bien que perfectible, garantit un égalitarisme juridique et des conditions d'exercice des libertés civiles (d'expression, d'association, etc.) chères au patrimoine du libéralisme. Elle se révèle aussi, dans une certaine mesure, démocratie substantielle, du moins dans le sens qu'à côté de la garantie d'une position juridique égalitaire, elle comporte une reconnaissance non négligeable des droits sociaux dans la direction d'une réduction des disparités économiques et sociales. N'est pas à ce niveau que les problèmes se posent ? En effet il faut bien remarquer un manque relatif d'intérêt de la part des jeunes ou des moins jeunes pour ces valeurs démocratiques et un désenchantement quant à leurs contenus (absentéisme politique, non utilisation des formules de participation), souvent retenus révélateurs d'un certain "malaise helvétique".

Parmi les causes, je me limiterais à en citer deux:

- au niveau interne suisse, le sentiment que le pouvoir effectif échappe malgré tout au citoyen;
- au niveau de nos relations extérieures, la gêne d'être un cas spécial, voir la relativisation de notre situation par rapport à des relations mondiales qui ne font que creuser l'inégalité.

Ces deux remarques relèvent du domaine économique et de son rôle dans notre société.

3. Les tendances: une primauté de l'économique sur le politique ?

Depuis toujours les facteurs économiques ont joué un rôle essentiel dans la Confédération helvétique. Les principes de notre démocratie libérale se sont développés et ont été appliqués en accord avec les intérêts de fonds de l'économie et, en retour, beaucoup de résultats politiques et sociaux tiennent aussi à nos structures productives. Par exemple, l'unification douanière de la Constitution de 1848 répondait aussi bien à un besoin d'élargissement du marché intérieur qu'à une politique adaptée aux nouvelles réalités du commerce entre les nation industrielles.

Malgré quelques problèmes, en particulier pour le Canton du Tessin, l'Etat fédéral a énormément profité, à long terme, des nouvelles structures économiques au point que l'on pourrait croire à l'existence en Suisse d'une identité entre intérêts économiques et intérêts généraux.

Un politologue français (Zorgbibe) a pu remarquer comment nos démocraties, à l'exception de la Suisse, ont eu besoin pour subsister d'un "leadership" - que ce soit un homme au pouvoir charismatique (De Gaulle), une dynastie (bien que formelle comme pour le Royaume-Uni) ou une référence à une nation modèle (USA par ex.).

En Suisse ce "leadership" n'est-il peut-être pas tenu par le pouvoir de l'"argent" ? (dans le sens d'un culte voué à une efficacité strictement économique)

Cette affirmation provocatrice nous semble utile parce qu'elle nous permet - en essayant de répondre - de rappeler quelques traits nouveaux de la relation entre économie et politique:

- l'économie d'aujourd'hui devient de plus en plus une économie qui se structure sur des bases mondiales. Le fait qu'une très grande partie du commerce entre Nations se déroule, en réalité, à l'intérieur d'une entreprise ou d'un groupe montre une fracture croissante entre l'espace économique et l'espace politico-national;
- les nouvelles technologies ont profondément modifié, et elles continuent de modifier, les modalités de production, soit dans le secteur industriel, soit, de plus en plus, dans certaines branches du secteur tertiaire. On assiste à l'extrême automatisation et segmentation des tâches productives d'après des critères de rentabilité fonctionnelle. Un nombre croissant de travailleurs doit accomplir des tâches productives qui ne lui permettent pas de se sentir artisan d'un produit.  
Sur le plan individuel aussi il y aura fracture entre intérêts économiques et besoins de réalisation de la personne; ceci non plus tellement en fonction d'une interprétation idéologique mais pour des raisons technologiques.

Les conséquences de cette évolution pour la société et pour la Suisse de demain impliquent une prise de conscience politique: nous ne pensons pas à la possibilité d'une opposition radicale contre les forces de ce qui semble être le système mondial de l'économie moderne mais à un vaste effort de sauvegarde et de redéfinition des droits sociaux de l'homme de demain.

Cette redéfinition impliquerait une action politique

- au niveau intérieur, dans le sens d'une adaptation et d'une redécouverte des rapports et des responsabilités de l'homme dans son milieu de vie (solidarité, relations interpersonnelles, réconciliation avec l'environnement, emploi différent du temps libre);
- au niveau extérieur, dans le sens que notre identité nationale et notre démocratie de demain devront surtout être bâties sur notre comportement envers les plus faibles et donc sur le jugement des trois quarts de cette humanité qui souffre aujourd'hui de la dictature, de la guerre, de la misère et de la faim.

#### 4. La position des acteurs: intermédiaires ou médiateurs ?

Dans le scénario de demain le citoyen suisse et la Suisse même seront de plus en plus dans une situation intermédiaire et rarement dans celle d'acteur principal; ceci soit dans les rapports de production soit dans les relations politiques. En d'autres termes on pourrait se trouver dans une position confortable de "limbe" sans tâche et sans honneur: une situation qui ne devrait toutefois pas répondre aux aspirations personnelles et à l'identification avec la famille des suisses. Ne faut-il pas transformer un rôle d'intermédiaire en un rôle, aussi modeste soit-il de médiateur ? Dans notre sens, sera médiateur celui qui, bien qu'étant dans un rôle intermédiaire, est conscient malgré tout des valeurs qui sont en jeu dans le processus où il est intégré.

#### 5. L'attitude politique: réforme des institutions ou action des consciences sur les structures ?

Le danger dénoncé au début de cette brève intervention, celui d'une "légitime autosatisfaction", se base principalement sur la vision trop interne des problèmes que cette attitude nous conduirait à privilégier. Le scénario que nous entrevoyons nous porte au contraire à penser à une Suisse inéluctablement insérée dans un contexte plus large. La preuve nous est donnée par le fait que nous nous trouvons de plus en plus, en tant qu'acteurs, dans une position d'intermédiaire.

Notre 8ème siècle de Confédération nous offre le défi de démontrer que nous saurons aller au-delà du rôle imposé et comode d'intermédiaire pour assurer celui plus lourd et responsable de "médiateur".

Cela semble présupposer un progrès et un renouvellement politiques importants et surtout un nouveau type de participation politique.

L'écho rencontré par la toute récente motion du député argovien Julius Binder, demandant une plus grande participation du Parlement, n'en est-il pas un signe ?

Toutefois nous n'aimerions pas voir la question réduite à la seule réforme des institutions.

Le problème implique plutôt la volonté de promouvoir la formation des consciences et leur expression au niveau des multiples degrés, politiques, économiques et sociaux de notre société complexe et de permettre à ces consciences d'agir sur la dynamique des structures.

Faut-il alors ouvrir le débat en matière de "Politische Planung" ? C'est une des possibilités de discussion que je me limiterais à suggérer.

Bellinzona, le 26 mars 1982/Remigio Ratti.